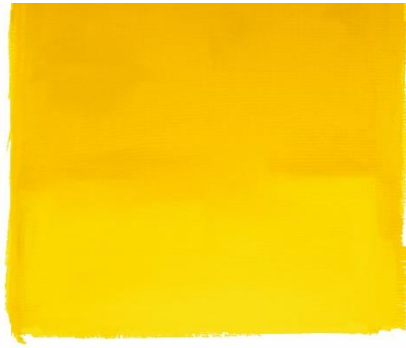
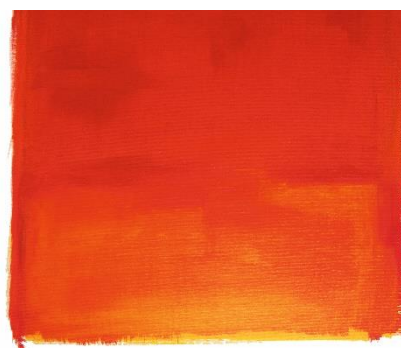
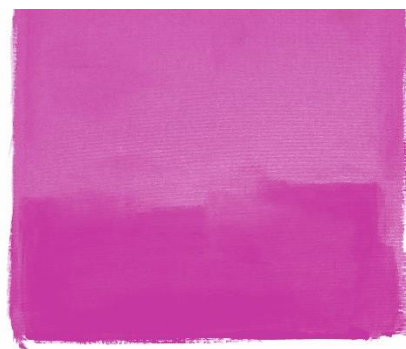
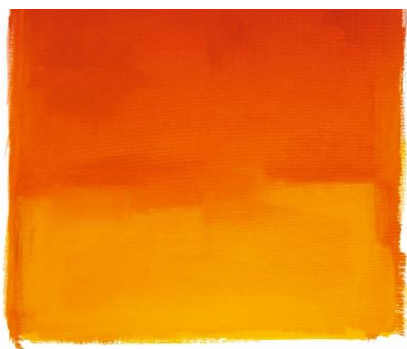


RAPPORT SEMESTRIEL



2018





RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 juin 2018

(L.451-1-2 III du Code monétaire et financier. Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

BOIRON

Société anonyme au capital de 19 414 756 €.

Siège social : 2, avenue de l'Ouest Lyonnais - 69510 Messimy.

967 504 697 R.C.S. Lyon.

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2018 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il peut être consulté sur le site de notre société www.boironfinance.com
<http://www.boironfinance.fr/Espace-Actionnaires-et-Investisseurs/Communication-financiere/Information-reglementee/Rapports-annuels-et-semestriels>

Sommaire

Rapport semestriel d'activité	2
Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2018	6
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018	26
Attestation du responsable du rapport semestriel	27

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2018

Le premier semestre 2018 a été marqué par des lancements de produits :

- **Arnicrème®** en France et en Italie, produit cosmétique utilisé dans le traitement de la fatigue musculaire et la sensation de courbatures.
- **Camilia®** en format 30 unidoses en Russie.

Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires a augmenté significativement sur ce semestre (+ 16 672 K€ à taux de change constant) dans un contexte de forte pathologie hivernale. Cette progression a été compensée par un effet change défavorable et un recul des ventes en France et en Italie.

Par ailleurs, la filiale a acquis un bâtiment pour 3 156 K€, en vue de s'y installer courant 2019 et de vendre le bâtiment actuel.

En **Espagne**, l'Ordre Ministériel (transposition de la directive européenne fixant le cadre réglementaire des médicaments homéopathiques) a été publié en avril 2018. Les médicaments que le groupe souhaite maintenir sur le marché devront être déclarés dans un délai de trois mois à compter du 30 avril. Avant le 30 octobre, l'agence du médicament espagnole communiquera la liste des médicaments à déposer et le calendrier de dépôt.

L'**établissement de Levallois-Perret** a été cédé le 6 juin 2018, générant une plus-value de 6 207 K€. Cet établissement avait été fermé en 2017, à la suite de son regroupement sur le site de Pantin.

Dans le cadre des dispositions du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 17 mai 2018, **l'entreprise a racheté, sur le premier semestre 2018, 831 309 actions en vue d'annulation**, pour un montant total de 59 257 K€.

Le Conseil Constitutionnel français ayant invalidé la **taxe de 3 % sur dividendes versés**, BOIRON société mère a demandé et obtenu, fin mars, le remboursement de 3 276 K€ acquittés au titre de cette taxe pour les exercices 2013 à 2016. Une partie de la somme, soit 1 817 K€, ayant été constatée en 2017, la différence se traduira par une économie d'impôt sur l'exercice 2018.

Les audiences et plaidoiries relatives au **litige opposant notre filiale belge UNDA à son ancien distributeur italien Ce.M.O.N**, devant la Cour Internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce et d'Industrie à Paris, se sont déroulées durant la semaine du 11 juin 2018. Le tribunal arbitral devrait rendre sa sentence avant la fin de l'année 2018.

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

en milliers d'euros	1 ^{er} trimestre			2 ^{ème} trimestre			1 ^{er} semestre			
	2018	2017	Variation à taux courant 2018/2017	2018	2017	Variation à taux courant 2018/2017	2018	2017	Variation à taux courant 2018/2017	Variation à taux constant 2017/2018
France	91 982	97 134	-5,3%	77 199	79 328	-2,7%	169 181	176 462	-4,1%	-4,1%
Europe (hors France)	32 899	40 418	-18,6%	24 795	27 421	-9,6%	57 694	67 839	-15,0%	-13,1%
Amérique du Nord	29 617	18 179	+62,9%	14 958	14 465	+3,4%	44 575	32 644	+36,5%	+51,8%
Autres pays	4 895	4 532	+8,0%	4 185	3 191	+31,2%	9 080	7 723	+17,6%	+24,8%
Total groupe	159 393	160 263	-0,5%	121 137	124 405	-2,6%	280 530	284 668	-1,5%	+0,9%

Sur le deuxième trimestre 2018, les ventes diminuent de 2,6 %, après une baisse de 0,5 % au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires semestriel s'établit ainsi à 280 530 K€ à fin juin 2018 contre 284 668 K€ en 2017 : les spécialités progressent de 3,8 % tandis que les médicaments à nom commun baissent de 5,8 %.

A taux de change constant ⁽¹⁾, les ventes du premier semestre sont en hausse de 0,9 % : la hausse significative d'activité aux Etats-Unis est compensée par un recul des ventes en France et en Italie notamment.

- **En France**, le chiffre d'affaires diminue de 7 281 K€ (- 4,1 %). Les médicaments à nom commun sont en baisse de 4,7 %. Les spécialités diminuent de 2,9 %, principalement sur Oscillococcinum[®], compensé en partie par le lancement d'Arnicrème[®] en mai 2018.
- **Sur la zone Europe (hors France)**, les ventes diminuent de 15,0 %, principalement en Italie (- 27,9 %, notamment sur les médicaments à nom commun, la crème au

calendula, les collyres et Oscillococcinum[®]) et en Russie (- 8,4 % à taux de change constant, principalement sur Oscillococcinum[®] et Stodal[®]).

- **Sur la zone Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires est en hausse de 36,5 %. Cette progression s'établit à 51,8 % à taux de change constant : les ventes aux Etats-Unis progressent de 60,0 % principalement sur Oscillococcinum[®], mais également les médicaments à nom commun, Coryzalia[®], Camilia[®] et les gels et crèmes à l'arnica. Au Canada, les ventes augmentent de 5,0 % (à taux de change constant) principalement sur les médicaments à nom commun et les gels et crèmes à l'arnica.
- Les ventes réalisées dans les « **Autres pays** » sont en hausse de 17,6 %. A taux de change constant, la progression est de 24,8 % et concerne notamment la Colombie (essentiellement sur Oscillococcinum[®]) et le Brésil (24,6 % sur Oscillococcinum[®] et Sédatif PC[®] principalement).

SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

	2018	2017	Var.
Chiffre d'affaires	280 530	284 668	- 1,5% ⁽¹⁾
Résultat opérationnel	35 380	41 066	- 13,8%
Résultat net - part du groupe	21 605	24 873	- 13,1%
Capacité d'autofinancement ⁽²⁾	43 753	51 187	- 14,5%
Investissements nets	18 933	27 656	- 31,5%
Trésorerie nette	181 276	211 977	- 14,5%

⁽¹⁾ + 0,9 % à taux de change constant.

⁽²⁾ Avant produits de placement, charges de financement et impôts.

1. COMPTE DE RESULTAT DU GROUPE

Le **résultat opérationnel** est de 35 380 K€ (soit 12,6 % du chiffre d'affaires), en baisse de 5 686 K€ par rapport au premier semestre 2017.

La **marge brute** diminue de 11 221 K€ soit - 4,9 % : le chiffre d'affaires est en baisse (- 4 138 K€) et les coûts de production industrielle sont en hausse (+ 7 085 K€) avec

⁽¹⁾ L'évolution du chiffre d'affaires à taux de change constant consiste à retenir pour l'année en cours les taux de change retenus pour la période comparative, afin de neutraliser les effets liés à la variation des taux de change. A taux de change constant, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2018 ressort à 287 362 K€, supérieur de 2 694 K€ au chiffre d'affaires 2017 publié.

notamment une progression des frais de transport vers les Etats-Unis, des dotations aux amortissements sur les investissements réalisés sur les sites de production et des charges de personnel (hausse des effectifs de contrôle et d'assurance qualité).

Les **coûts de préparation et de distribution** sont en recul de 1 599 K€ (- 2,4 %), en lien avec la diminution des charges de personnel (baisse des effectifs) et des dotations aux amortissements des immobilisations en France, en partie compensée par une hausse des coûts de livraison en France et aux Etats-Unis.

Les **coûts de promotion** sont en économie de 1 135 K€ (- 1,5 %) notamment en Russie, aux Etats-Unis et en Belgique, compensés par des progressions dans la plupart des autres pays.

Les **coûts de recherche et d'affaires réglementaires** évoluent peu.

Les **coûts des fonctions support** sont en baisse de 393 K€ (- 1,0 %) : la baisse des charges de personnel en France et en Belgique est en partie compensée par l'augmentation des coûts informatiques et des honoraires juridiques.

Les **autres produits et charges opérationnels** se soldent par un profit net de 8 542 K€ contre un profit net de 5 642 K€ en 2017. Ils intègrent notamment :

- les plus-values réalisées sur les ventes d'établissements : Levallois-Perret pour 6 207 K€ en 2018 et Lyon 8^{ème} pour 3 293 K€ en 2017 ;
- le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, en France, en baisse de 353 K€ ;
- le résultat de change sur opérations commerciales en hausse de 502 K€.

Les **produits de placement et charges de financement** se soldent par un produit net de 203 K€ contre une perte nette de 218 K€ en 2017 (baisse des charges sur instruments financiers).

Les **autres produits et charges financiers** se soldent par une charge nette de 1 264 K€ contre une charge nette de 655 K€ en 2017. Ils sont essentiellement composés de la charge liée à la baisse dans le temps de l'impact de l'actualisation des engagements sociaux.

La **charge d'impôt** s'élève à 12 724 K€ sur le premier semestre 2018 et représente 37,1 % du résultat avant impôt contre 38,2 % en 2017. Elle intègre, en 2018, le produit d'impôt reçu sur la

taxe de 3 % sur les dividendes versés en 2013 et 2014 pour 1 480 K€.

Le **résultat net** s'établit à 21 605 K€ contre 24 873 K€ sur le premier semestre 2017.

2. FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

La **trésorerie nette** atteint 181 276 K€ au 30 juin 2018 contre 264 940 K€ au 31 décembre 2017. Elle baisse de 83 664 K€ sur le premier semestre 2018, contre 28 801 K€ sur le premier semestre 2017.

Les flux de trésorerie provenant des **activités opérationnelles** atteignent 23 234 K€ contre 28 666 K€ au premier semestre 2017 :

- La capacité d'autofinancement est en baisse de 7 434 K€ par rapport au premier semestre 2017 et représente 15,6 % du chiffre d'affaires contre 18,0 % en 2017. Elle suit l'évolution de la rentabilité.
- Les impôts versés s'élèvent à 17 570 K€, en diminution de 5 982 K€ par rapport à 2017, en lien avec le remboursement de 4 182 K€ reçu par BOIRON société mère au titre de la taxe de 3 % sur les dividendes.
- La variation du besoin en fonds de roulement se traduit par un besoin de 2 949 K€ contre une ressource de 1 031 K€ sur le premier semestre 2017 sous l'effet de la variation des créances clients.

Les flux de trésorerie provenant des **activités d'investissement** atteignent 18 933 K€, en diminution de 8 723 K€ par rapport au 1^{er} semestre 2017. Ils concernent les aménagements des nouveaux bâtiments sur Messimy, la construction de la future plateforme logistique des Olmes, la construction d'un nouvel établissement à Lille, l'acquisition d'un bâtiment aux Etats-Unis et les projets informatiques groupe. Ils intègrent également le produit de cession de la vente de l'établissement de Levallois-Perret pour 7 500 K€.

Les flux de trésorerie provenant des **activités de financement** s'élèvent à 87 496 K€ contre 29 399 K€ en 2017. Ils intègrent essentiellement:

- le rachat de 831 309 actions en dehors du contrat de liquidité, en vue d'annulation, pour 59 257 K€. Aucun rachat n'était intervenu en 2017 ;
- les dividendes versés en 2018 pour 28 300 K€ contre 29 485 K€ en 2017.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, le Conseil d'Administration du 5 septembre 2018 a décidé de réaffecter à l'objectif d'annulation les actions acquises en vue de financer des opérations de croissance externe.

Le Conseil a également décidé d'annuler, sous la condition suspensive de l'obtention d'une dérogation à déposer une offre publique, l'ensemble des actions auto-détenues à la date du 5 septembre 2018, soit 1 849 196 actions, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2017.

Il n'a pas été identifié d'autre élément post-clôture pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers du groupe.

PERSPECTIVES

Le présent chapitre contient les perspectives du groupe, reflets de ses estimations et de ses convictions. Les résultats réels peuvent différer significativement de ces orientations, en particulier en fonction des risques et incertitudes mentionnés ci-après.

En 2018, BOIRON poursuit ses investissements sur les sites de Messimy et des Olmes.

La deuxième étape de la réorganisation des établissements de distribution, qui vise à regrouper certains établissements et à transférer des préparatoires, sera menée en 2018 et 2019.

Dans le cadre du litige opposant notre filiale belge UNDA à son ancien distributeur italien Ce.M.O.N. le tribunal arbitral devrait rendre sa décision au cours du second semestre 2018.

Les problématiques règlementaires restent importantes et sont susceptibles d'avoir un impact sur l'activité et la rentabilité du groupe.

En France, le médicament homéopathique fera l'objet d'une évaluation par la Haute Autorité de Santé d'ici le mois de février 2019.

Compte tenu du ralentissement de l'activité, de la baisse du résultat opérationnel sur le premier semestre 2018 et dans l'éventualité d'une faible pathologie en fin d'année, le résultat opérationnel 2018 pourrait être en recul par rapport à celui de 2017.

BOIRON continue avec la même confiance et la même détermination le développement de l'homéopathie dans le monde.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

L'exposition du groupe aux risques et incertitudes mentionnés au paragraphe 1.5 du Document de référence 2017 n'a pas connu d'évolution majeure sur le semestre, à l'exception des événements mentionnés dans les faits marquants.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont mentionnées en note 24 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en K€)	Notes	2018 (6 mois)	2017 (6 mois)
Chiffre d'affaires	18	280 530	284 668
Autres produits de l'activité	18	2	0
Coûts de production industrielle		(64 990)	(57 905)
Coûts de préparation et distribution		(64 879)	(66 478)
Coûts de promotion		(76 836)	(77 971)
Coûts de recherche		(1 828)	(1 533)
Coûts des affaires réglementaires		(5 271)	(5 074)
Coûts des fonctions support		(39 890)	(40 283)
Autres produits opérationnels	19	8 677	6 154
Autres charges opérationnelles	19	(135)	(512)
Résultat opérationnel		35 380	41 066
Produits de placement et charges de financement		203	(218)
Produits de placement		336	316
Charges de financement		(133)	(534)
Autres produits et charges financiers		(1 264)	(655)
Autres produits financiers		313	480
Autres charges financières		(1 577)	(1 135)
Quote-part dans les résultats des participations dans les entreprises associées		0	0
Résultat avant impôt		34 319	40 193
Impôts sur les résultats	20	(12 724)	(15 349)
Résultat net consolidé		21 595	24 844
Résultat net (part des minoritaires)		(10)	(29)
Résultat net (part du groupe)	21	21 605	24 873
Résultat par action ⁽¹⁾	21	1,20 EUR	1,35 EUR

(1) En l'absence d'instrument dilutif, le résultat moyen par action est égal au résultat moyen dilué par action.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en K€)	Notes	2018 (6 mois)	2017 (6 mois)
Résultat net consolidé		21 595	24 844
Autres éléments du résultat global recyclables en résultat		(1 282)	(2 237)
Ecart de conversion		(1 275)	(2 221)
Autres mouvements		(7)	(16)
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture		0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat		0	0
Ecart actuariel lié aux avantages postérieurs à l'emploi	14	0	0
Autres éléments totaux du résultat global ⁽¹⁾		(1 282)	(2 237)
Résultat global consolidé		20 313	22 607
Résultat global (part des minoritaires)		8	(29)
Résultat global (part du groupe)		20 305	22 636

⁽¹⁾ Il n'y a pas d'effet impôt dans les autres éléments du résultat global.

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en K€)	Notes	30/06/2018	31/12/2017
Actifs non courants		346 447	335 235
Goodwill	7	89 609	89 643
Immobilisations incorporelles	8	27 555	29 107
Immobilisations corporelles	8	190 436	178 862
Immobilisations financières		3 445	3 050
Autres actifs non courants	11	34	38
Impôts différés actifs		35 368	34 535
Actifs courants		362 026	465 168
Immobilisations corporelles destinées à être cédées	8	957	1 293
Stocks et en-cours	9	67 726	60 896
Clients et comptes rattachés	10	74 302	101 821
Etat - Créance d'impôt	11	9 172	5 681
Autres actifs courants	11	24 264	20 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	185 605	275 009
TOTAL ACTIF		708 473	800 403
PASSIF (en K€)			
Capitaux propres (part du groupe)		450 633	517 461
Capital	13	19 415	19 415
Primes		79 876	79 876
Réserves et résultat consolidés		351 342	418 170
Intérêts minoritaires		34	29
Total Capitaux propres		450 667	517 490
Passifs non courants		123 248	123 747
Emprunts et dettes financières non courants		4 352	4 793
Engagements sociaux	14	117 020	117 046
Provisions non courantes	15	256	256
Autres passifs non courants	16	1 582	1 616
Impôts différés passifs		38	36
Passifs courants		134 558	159 166
Emprunts et dettes financières courants		5 734	11 182
Provisions courantes	15	7 986	8 081
Fournisseurs et comptes rattachés		36 472	43 269
Impôts à payer	16	1 661	2 141
Autres passifs courants	16	82 705	94 493
TOTAL PASSIF		708 473	800 403

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en K€)	2018 (6 mois)	2017 (6 mois)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	23 234	28 666
Résultat net (part du groupe)	21 605	24 873
Amortissements et provisions (hors actifs courants)	15 813	14 054
Autres éléments (dont résultat des cessions d'actifs)	(6 186)	(3 307)
Marge brute d'autofinancement des sociétés consolidées après produits de placement, charges de financement et impôts	31 232	35 620
Produits de placement et charges de financement	(203)	218
Charge d'impôts (y compris impôts différés)	12 724	15 349
Capacité d'autofinancement consolidée avant produits de placement, charges de financement et impôts	43 753	51 187
Impôt versé / remboursement d'impôt	(17 570)	(23 552)
Variation du besoin en fonds de roulement, dont :	(2 949)	1 031
Variation des stocks et en-cours	(6 775)	(7 380)
Variation des créances clients et comptes rattachés	26 498	31 002
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(7 822)	(4 909)
Variation des autres créances et dettes opérationnelles	(14 850)	(17 682)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(18 933)	(27 656)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(23 361)	(26 341)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2 981)	(3 119)
Cessions d'immobilisations corporelles	7 519	3 633
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0
Subventions d'investissements encaissées	0	0
Acquisitions des immobilisations financières	(14)	(6)
Cessions des immobilisations financières	4	2
Acquisitions d'actifs financiers courants	(100)	0
Cessions d'actifs financiers courants	0	0
Incidence des variations de périmètre - acquisitions	0	(1 826)
Incidence des variations de périmètre - cessions	0	1
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(87 496)	(29 399)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(28 300)	(29 485)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	(4)
Augmentation et réduction de capital, primes et réserves	6	0
Rachats d'actions auto-détenues (hors contrat de liquidité)	(59 257)	0
Cessions d'actions auto-détenues (hors contrat de liquidité)	0	0
Emission d'emprunts	1 149	1 103
Remboursement d'emprunts	(1 297)	(795)
Intérêts versés	(133)	(534)
Produits de placement encaissés	336	316
VARIATION DE TRESORERIE	(83 195)	(28 389)
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères	(469)	(412)
Trésorerie nette au 1^{er} janvier	264 940	240 778
Trésorerie nette au 30 juin	181 276	211 977
Capacité d'autofinancement consolidée avant produits de placement, charges de financement et impôts :		
- par action	2,42 €	2,78 €
- en % du chiffre d'affaires	15,6%	18,0%



VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2017

Avant affectation du résultat (en K€)	Nombre d'actions (1)	Capital	Prime d'émission	Actions auto- détenues	Réserves consolidées (2)	Ecarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	Ecarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
31/12/2016	18 438 178	19 442	79 876	(72 180)	485 618	(34 144)	(9 090)	469 522	76	469 598
Rachats et cessions d'actions auto-détenues	(12 718)			(1 134)	39			(1 095)		(1 095)
Annulation d'actions auto-détenues ⁽³⁾		(27)		2 157	(2 130)			0		0
Dividendes versés					(29 485)			(29 485)	(6)	(29 491)
Transactions avec les actionnaires	(12 718)	(27)	0	1 023	(31 576)	0	0	(30 580)	(6)	(30 586)
Résultat net					24 873			24 873	(29)	24 844
Autres éléments du résultat global					(16)	0	(2 221)	(2 237)		(2 237)
Résultat global	0	0	0	0	24 857	0	(2 221)	22 636	(29)	22 607
30/06/2017	18 425 460	19 415	79 876	(71 157)	478 899	(34 144)	(11 311)	461 578	41	461 619

(1) Nombre d'actions après élimination des actions auto-détenues.

(2) Dont 406 686 K€ d'autres réserves et report à nouveau et 2 201 K€ de réserve légale dans les comptes sociaux de BOIRON société mère au 30 juin 2017.

(3) Le Conseil d'Administration du 14 décembre 2016 a décidé de réduire le capital social à effet du 1^{er} janvier 2017, par annulation de 26 957 actions détenues en portefeuille par la société et affectées à l'objectif d'annulation.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2018

Avant affectation du résultat (en K€)	Nombre d'actions (1)	Capital	Prime d'émission	Actions auto- détenues	Réserves consolidées (2)	Ecarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	Ecarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
31/12/2017	18 430 251	19 415	79 876	(70 594)	532 150	(31 853)	(11 533)	517 461	29	517 490
Rachats et cessions d'actions auto-détenues	(826 924)			(58 715)	(119)			(58 834)		(58 834)
Annulation d'actions auto-détenues								0		0
Dividendes versés					(28 300)			(28 300)	(3)	(28 303)
Transactions avec les actionnaires	(826 924)	0	0	(58 715)	(28 419)	0	0	(87 134)	(3)	(87 137)
Résultat net					21 605			21 605	(10)	21 595
Autres éléments du résultat global					(25)		(1 275)	(1 300)	18	(1 282)
Résultat global	0	0	0	0	21 580	0	(1 275)	20 305	8	20 313
30/06/2018	17 603 327	19 415	79 876	(129 309)	525 311	(31 853)	(12 808)	450 632	34	450 666

(1) Nombre d'actions après élimination des actions auto-détenues.

(2) Dont 460 950 K€ d'autres réserves et report à nouveau et 2 201 K€ de réserve légale dans les comptes sociaux de BOIRON société mère au 30 juin 2018.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2018, arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 septembre 2018.

Présentation de l'entreprise

BOIRON, société mère du groupe, est une société anonyme de droit français, créée en 1932. Son activité principale est la fabrication et la commercialisation de médicaments homéopathiques.

Son siège social est situé 2, avenue de l'Ouest Lyonnais, 69 510 Messimy, France.

Au 30 juin 2018, BOIRON société mère et ses filiales comptent 3 683 employés (effectif physique) en France et à l'étranger, contre 3 718 au 31 décembre 2017.

L'action BOIRON est cotée sur Euronext Paris.

NOTE 1 : PRINCIPAUX EVENEMENTS DU SEMESTRE

Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires a augmenté significativement sur ce semestre (+ 16 672 K€ à taux de change constant) dans un contexte de forte pathologie hivernale. Cette progression a été compensée par un effet change défavorable et un recul des ventes en France et en Italie.

Par ailleurs, la filiale a acquis un bâtiment pour 3 156 K€, en vue de s'y installer courant 2019 et de vendre le bâtiment actuel.

L'établissement de Levallois-Perret a été cédé le 6 juin 2018, générant une plus-value de 6 207 K€. Cet établissement avait été fermé en 2017, à la suite de son regroupement sur le site de Pantin.

Dans le cadre des dispositions du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 17 mai 2018, l'entreprise a racheté, sur le premier semestre 2018, 831 309 actions en vue d'annulation, pour un montant total de 59 257 K€.

Le Conseil Constitutionnel français ayant invalidé la taxe de 3 % sur dividendes versés, BOIRON société mère a demandé et obtenu, fin mars, le remboursement de 3 276 K€ acquittés au titre de cette taxe pour les exercices 2013 à 2016. Une partie de la somme, soit 1 817 K€, ayant été constatée en 2017, la différence se traduira par une économie d'impôt sur l'exercice 2018.

Les audiences et plaidoiries relatives au litige opposant notre filiale belge UNDA à son ancien distributeur italien Ce.M.O.N, devant la Cour Internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce et d'Industrie à Paris, se sont déroulées durant la semaine du 11 juin 2018. Le tribunal arbitral devrait rendre sa sentence avant la fin de l'année 2018.

NOTE 2 : METHODES D'EVALUATION ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire et sont préparés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr), intègre :

- les normes comptables internationales (IAS et IFRS),
- les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee - SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee - IFRIC).

Les comptes semestriels consolidés sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils sont présentés, en application de cette norme, en retenant une présentation condensée de l'annexe ; seules les transactions significatives ou les règles adaptées aux spécificités des arrêtés de comptes semestriels donnent lieu à des notes annexes. Ils doivent être lus en liaison avec les comptes annuels du groupe au 31 décembre 2017, tels que présentés dans le Document de référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12 avril 2018 sous le numéro D.18-0321 et disponible sur le site internet de la société :

<http://www.boironfinance.fr/Espace-Actionnaires-et-Investisseurs/Communication-financiere/Information-reglementee/Rapports-annuels-et-semestriels>.

2.1. NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS IFRS

Les normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 n'ont pas d'impact sur les comptes du groupe BOIRON ou sont non applicables :

- La norme IFRS 15 (y compris amendements de clarification) - « Contrats avec les clients » n'a pas eu d'impact sur les comptes, ni en termes de résultat et de capitaux propres, ni en terme de présentation (du chiffre d'affaires notamment). Pour information, l'essentiel du chiffre d'affaires est constitué par la vente de produits homéopathiques.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers » n'a pas eu d'impact sur les comptes. En effet, l'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier de dépréciations pour pertes attendues complémentaires significatives. Par ailleurs, le montant des titres non consolidés, l'endettement de la société et le montant des opérations de couverture sont non significatifs.

Les autres normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 n'ont pas d'impact significatif ou sont non applicables. Il s'agit principalement de :

- Amendement IFRS 2 - « Paiements en actions » ;
- IFRIC 22 - « Transactions en monnaies étrangères » ;
- Cycle d'améliorations annuelles 2014-2016 (amendements IFRS 1 et IAS 28).

Le groupe BOIRON a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés ou non encore adoptés par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2018. Il s'agit principalement des normes et amendements suivants :

- Cycle d'améliorations annuelles 2015-2017 (adoption par l'Union Européenne attendue fin 2018) ;
- Amendement IFRS 9 ;
- Amendement IAS 19 (adoption par l'Union Européenne attendue fin 2018).

Ces normes, amendements et interprétations sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, sous réserve de leur adoption par l'union Européenne.

La norme IFRS 16 « Contrats de locations » a été votée par l'IASB en 2016 et adoptée par l'Union Européenne en novembre 2017, avec une première application pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Le groupe BOIRON ne s'attend pas, compte tenu de l'analyse en cours, à ce que cette norme ait un impact significatif sur les comptes consolidés, dans le contexte où des précisions importantes sont attendues sur des points structurants (durée du bail notamment). Le retraitement des contrats de location conduira à majorer le résultat opérationnel, les charges financières, l'actif immobilisé et les dettes financières. Le groupe BOIRON n'envisage pas d'appliquer par anticipation la norme IFRS 16, et n'a pas encore déterminé la méthode de transition qu'il retiendra.

Pour information, le montant des loyers constatés en charges et les engagements à payer au 30 juin 2018 sont donnés en note 22.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) qui auraient un impact significatif sur les comptes de cet exercice.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES SPECIFIQUES A L'ARRETE SEMESTRIEL

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites dans la note 2 de l'annexe des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2017. Il n'y a pas eu d'évolution significative sur le semestre des estimations et incertitudes.

Dans certains cas, ces règles ont été adaptées aux spécificités de l'arrêté semestriel.

2.2.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt du semestre est calculée individuellement pour chaque société : le taux moyen effectif estimé pour l'exercice est appliqué au résultat avant impôt de la période.

Comme les années précédentes, le groupe a choisi de présenter le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) ainsi que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) en autres produits opérationnels.

2.2.2. Intéressement et participation

Les charges d'intéressement et de participation sont calculées prorata temporis sur la base du montant annuel estimé.

2.2.3. Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les engagements de retraite et assimilés n'ont pas fait l'objet d'un recalcul complet au 30 juin 2018 (comme au 30 juin 2017). Les mouvements des engagements nets ont été estimés comme suit :

- Le coût financier et le coût des services rendus ont été estimés à partir de l'extrapolation au 31 décembre 2018 de l'engagement global calculé au 31 décembre 2017.
- Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2018 est de 1,7 %, identique à celui du 31 décembre 2017 : aucun écart actuariel lié au taux d'actualisation n'a été constaté au 30 juin 2018.
- Les autres hypothèses actuarielles liées à l'engagement global (taux de croissance de salaires, taux de turnover...) font généralement l'objet d'une mise à jour en fin d'année. Le groupe n'a pas identifié au 30 juin 2018 d'élément susceptible d'avoir un impact significatif.
- Les autres écarts actuariels liés aux effets d'expérience n'ont pas été recalculés, compte tenu de leur impact non significatif constaté les années précédentes et de l'absence de variation significative attendue cette année.
- Les cotisations au fonds externalisé et les prestations versées aux salariés partis à la retraite sur le premier semestre ont été prises en compte.
- Aucune modification ni liquidation de régime n'est intervenue sur le semestre.

2.2.4. Actifs et passifs liés aux contrats clients

Il n'existe pas d'actifs liés aux contrats clients autres que les créances clients. En effet, il n'existe pas d'actifs liés aux coûts marginaux d'obtention du contrat et aux coûts d'exécution des contrats.

Les passifs liés aux contrats clients concernent :

- Des dettes à l'égard des clients en contrepartie des rémunérations de services rendus,
- Des produits constatés d'avance, peu significatifs, visant à rattacher le chiffre d'affaires sur l'exercice concerné.

Pour rappel, l'essentiel du chiffre d'affaires est constitué par la vente de produits homéopathiques.

Les revenus liés à l'activité sont constatés à l'achèvement (à la livraison des produits). Il n'existe pas de chiffre d'affaires constaté à l'avancement.

Les règles de comptabilisation des revenus de l'activité ne reposent pas sur des estimations.

2.2.5. Tests de dépréciation

Les modalités de réalisation des tests de dépréciation au 31 décembre 2017 sont décrites dans le Document de référence 2017 en note 2.5.

Les tests de dépréciation ne sont réalisés, dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels, que pour les actifs ou groupes d'actifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

NOTE 3 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation n'a pas connu d'évolution depuis le 31 décembre 2017. Il est présenté en note 3 du Document de référence 2017.

La date de clôture de toutes les sociétés est le 31 décembre, à l'exception de BOIRON LABORATORIES, en Inde, qui clôture ses comptes sociaux le 31 mars. Elle effectue un arrêté intermédiaire au 31 décembre, pour l'établissement des comptes annuels consolidés, faisant l'objet d'un audit contractuel.

Les sociétés non consolidées sont évaluées au coût historique et sont comptabilisées en immobilisations financières.

NOTE 4 : CONVERSION DES ELEMENTS EN MONNAIES ETRANGERES

Le tableau suivant présente les taux de conversion euro contre monnaies étrangères retenus pour la consolidation des principales sociétés en monnaies étrangères :

	Taux moyen 2018 (6 mois)	Taux moyen 2017 (6 mois)	Taux de clôture 30/06/2018	Taux de clôture 30/06/2017	Taux de clôture 31/12/2017
Couronne tchèque	25,497	26,787	26,020	26,197	25,535
Dollar américain	1,211	1,083	1,166	1,141	1,199
Dollar canadien	1,546	1,444	1,544	1,479	1,504
Forint hongrois	314,091	309,470	329,770	308,970	310,330
Nouveau Leu roumain	4,654	4,536	4,663	4,552	4,659
Real brésilien	4,141	3,439	4,488	3,760	3,973
Rouble russe	71,980	62,735	73,158	67,545	69,392
Zloty polonais	4,220	4,268	4,373	4,226	4,177

Les écarts de conversion de 1 275 K€ constatés dans les autres éléments du résultat global résultent principalement de l'évolution sur le premier semestre 2018 du dollar américain, du rouble russe et du réal brésilien.

NOTE 5 : SAISONNALITE

L'activité du groupe peut être saisonnière en raison du niveau de pathologie et de l'étendue de la gamme des spécialités hivernales. Les résultats annuels dépendent généralement de l'activité réalisée sur le second semestre de l'exercice.

Par conséquent, les résultats du premier semestre peuvent ne pas être représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice.

Cette saisonnalité impacte la structure du bilan au 30 juin 2018.

NOTE 6 : INFORMATION SECTORIELLE

Le tableau ci-après présente les données au 30 juin 2018 :

DONNEES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	2018 (6 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES externe	178 167	55 768	43 812	2 783		280 530
CHIFFRE D'AFFAIRES inter-secteurs	57 467	3 381	24	978	(61 850)	0
CHIFFRE D'AFFAIRES total	235 634	59 149	43 836	3 761	(61 850)	280 530
RESULTAT OPERATIONNEL	47 214	(11 165)	3 728	116	(4 513)	35 380
<i>dont Dotations nettes aux amortissements et dépréciations sur immobilisations</i>	<i>(13 591)</i>	<i>(902)</i>	<i>(197)</i>	<i>(35)</i>		<i>(14 725)</i>
<i>dont Variations nettes des dépréciations sur actifs, provisions et engagements sociaux</i>	<i>1 145</i>	<i>109</i>	<i>(274)</i>	<i>34</i>		<i>1 014</i>
Produits de placement et charges de financement	54	90	8	51		203
Impôts sur les résultats	(15 352)	1 884	(855)	(16)	1 615	(12 724)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	30 663	(9 179)	2 882	137	(2 898)	21 605
DONNEES RELATIVES AU BILAN	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	30/06/2018
Total Bilan	814 034	96 776	45 280	7 009	(254 626)	708 473
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	198 394	10 996	8 224	376		217 990
Impôts différés actifs	28 340	4 750	2 278			35 368
Besoins en Fonds de Roulement	36 063	24 761	10 481	3 697	(23 242)	51 760
DONNEES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	2018 (6 mois)
Investissements corporels et incorporels	22 213	403	3 477	249		26 342

(1) Dont éliminations des flux et des résultats internes intersecteurs.

Les données au 30 juin 2017 sont présentées ci-dessous :

DONNEES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	2017 (6 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES externe	185 263	64 605	32 177	2 623		284 668
CHIFFRE D'AFFAIRES inter-secteurs	47 503	1 584		784	(49 871)	0
CHIFFRE D'AFFAIRES total	232 766	66 189	32 177	3 407	(49 871)	284 668
RESULTAT OPERATIONNEL	52 492	(12 506)	(1 690)	7	2 763	41 066
<i>dont Dotations nettes aux amortissements et dépréciations sur immobilisations</i>	<i>(12 681)</i>	<i>(965)</i>	<i>(290)</i>	<i>(18)</i>		<i>(13 954)</i>
<i>dont Variations nettes des dépréciations sur actifs, provisions et engagements sociaux</i>	<i>1 055</i>	<i>261</i>	<i>(170)</i>	<i>1</i>		<i>1 147</i>
Produits de placement et charges de financement	85	(378)	(10)	85		(218)
Impôts sur les résultats	(18 394)	3 369	654	(20)	(958)	(15 349)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	33 565	(9 479)	(1 062)	44	1 805	24 873

DONNEES RELATIVES AU BILAN	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	30/06/2017
Total Bilan	776 840	93 980	37 050	7 042	(189 681)	725 231
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	185 814	12 944	5 076	105		203 939
Impôts différés actifs	32 037	5 694	3 612			41 343
Besoin en Fonds de Roulement	34 702	22 624	7 972	3 939	(19 986)	49 251

DONNEES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	2017 (6 mois)
Investissements corporels et incorporels	28 914	360	157	29		29 460

(1) Dont éliminations des flux et des résultats internes intersecteurs.

Le chiffre d'affaires consolidé ventilé selon le critère de destination des ventes, tel qu'il est publié dans le cadre de l'information réglementée trimestrielle, se présente comme suit pour les premiers semestres 2018 et 2017 :

	2018	2017
France	169 181	176 462
Europe (hors France)	57 694	67 839
Amérique du Nord	44 575	32 644
Autres pays	9 080	7 723
TOTAL GROUPE	280 530	284 668

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produits est donnée en note 18.

La structure de la clientèle du groupe est atomisée. Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires du groupe sur les périodes présentées.

NOTE 7 :GOODWILL

	31/12/2017	Augmentations / (Diminutions)	Ecart de conversion	30/06/2018
BOIRON société mère (1)	84 719	(66)		84 653
LES EDITIONS SIMILIA	663			663
Total "France" (2)	85 382	(66)	0	85 316
Belgique (3)	2 232			2 232
Italie	2 242			2 242
Espagne	583			583
Suisse	55			55
Total "Europe (hors France)"	5 112	0	0	5 112
Canada	226		2	228
Etats-Unis	1 210		30	1 240
Total "Amérique du Nord"	1 436	0	32	1 468
Total "Autres pays"	0			0
TOTAL GOODWILL BRUTS	91 930	(66)	32	91 896
Dépréciation Suisse	(55)			(55)
Dépréciation Belgique (3)	(2 232)			(2 232)
TOTAL GOODWILL NETS	89 643	(66)	32	89 609

(1) Le goodwill chez BOIRON société mère provient de DOLISOS (70 657 K€), de LHF (7 561 K€), de SIBOURG (1 442 K€), de DSA (1 381 K€), de HERBAXT (1 785 K€) et de Laboratoire FERRIER (1 827 K€).

(2) Les goodwill des différentes acquisitions intervenues en France étant devenus indissociables, les tests de dépréciation sont réalisés au niveau de la France.

(3) Le goodwill en Belgique provient de UNDA (1 408 K€) et OMNIUM MERCUR (823 K€). Il est totalement déprécié depuis 2012 ; il n'y a pas lieu de déprécier d'actifs complémentaires.

Il n'y a pas eu d'acquisition générant un nouveau goodwill au cours du premier semestre 2018.

Le goodwill généré lors de l'acquisition, en avril 2017, du Laboratoire FERRIER a été ajusté début 2018 pour - 66 K€, dans le délai des douze mois de sa constitution.

Compte tenu de l'évolution des performances des groupes d'actifs, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2018.

NOTE 8 :IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET DESTINEES A ETRE CEDEES

Sur le premier semestre 2018, les investissements en immobilisations incorporelles se sont élevés à 2 981 K€ et portent sur les projets informatiques en cours, en France essentiellement.

Les investissements en immobilisations corporelles se sont élevés à 23 361 K€. Ils concernent principalement le site de Messimy, le site des Olmes, la construction d'un établissement à Lille et l'acquisition d'un bâtiment aux Etats-Unis.

Aucune immobilisation incorporelle et corporelle ne fait l'objet de nantissement, de prise de garantie ou de sûreté.

Les actifs inclus dans la rubrique « Immobilisations corporelles destinées à être cédées » concernent un bâtiment en Belgique, mis en vente en juin 2018, dont la valeur nette comptable s'élève à 957 K€.

L'établissement de Levallois-Perret, présent dans cette rubrique en 2017 (1 293 K€), a été vendu le 6 juin 2018 (cf. note 1).

NOTE 9 :STOCKS ET EN-COURS

	31/12/2017	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2018
Matières premières et approvisionnements	12 365	266			2	12 633
Produits semi-ouvrés et produits finis	50 793	6 532			33	57 358
Marchandises	904	(100)			1	805
TOTAL STOCKS BRUTS	64 062	6 698	0	0	36	70 796
TOTAL DEPRECIATIONS DES STOCKS	(3 166)		(1 886)	1 963	19	(3 070)
TOTAL STOCKS NETS	60 896	6 698	(1 886)	1 963	55	67 726

Aucun stock au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 n'a été donné en nantissement de passif.

NOTE 10 :CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS LIES AUX CONTRATS CLIENTS

	31/12/2017	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dépréciations non utilisées)	Reprises de l'exercice (dépréciations utilisées)	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2018
Créances clients brutes libellées en euros	64 679	(12 529)				0	52 150
Créances clients brutes libellées en monnaies étrangères	40 835	(13 814)				(1 052)	25 969
TOTAL CREANCES CLIENTS BRUTES	105 514	(26 343)	0	0	0	(1 052)	78 119
Dépréciations des créances clients libellées en euros	(2 502)		(321)	69	40	0	(2 714)
Dépréciations des créances clients libellées en monnaies étrangères	(1 191)		(313)	113	258	30	(1 103)
TOTAL DEPRECIATIONS DES CLIENTS	(3 693)	0	(634)	182	298	30	(3 817)
Créances clients nettes libellées en euros	62 177	(12 529)	(321)	69	40	0	49 436
Créances clients nettes libellées en monnaies étrangères	39 644	(13 814)	(313)	113	258	(1 022)	24 866
TOTAL CREANCES CLIENTS NETTES	101 821	(26 343)	(634)	182	298	(1 022)	74 302

Il n'existe pas de créance cédée au 30 juin 2018 comme au 31 décembre 2017.

Comme indiqué en note 2.2.5, il n'existe pas d'actifs liés aux contrats clients autres que les créances clients.

Les dépréciations sur les créances clients sont constatées conformément aux principes définis en note 2.7.3.1 du Document de référence 2017.

Comme indiqué en note 2.1, l'analyse effectuée conformément à la norme IFRS 9 n'a pas conduit à constater de pertes complémentaires au titre des risques attendus. Le risque client est considéré comme faible, le « coût net » des clients douteux étant faible. Le risque de crédit est traité en note 17 « Instruments financiers et risques ».

Les créances libellées en devises concernent essentiellement les Etats-Unis, la Russie, le Brésil, la Pologne et le Canada.

Le niveau des créances clients au 30 juin 2018 est comparable à celui du 30 juin 2017 (69 490 K€). Il n'y a pas eu d'évolution majeure sur la structure de la clientèle. La baisse par rapport au 31 décembre 2017 s'explique par la saisonnalité de l'activité (cf. note 5).

NOTE 11 : CREANCE D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS

Courant	31/12/2017	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dépréciations non utilisées)	Reprises de l'exercice (dépréciations utilisées)	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2018
Etat - Créance d'impôt (actifs non financiers)	5 681	3 617				(126)	9 172
Actifs non financiers	15 858	3 187	0	0	0	13	19 058
Etat et collectivités publiques hors impôt sur les sociétés	12 623	1 384				18	14 025
Personnel	309	690				(5)	994
Charges constatées d'avance	2 926	1 113					4 039
Actifs financiers valorisés au coût	4 842	593	0	0	0	(43)	5 392
Autres débiteurs	4 842	593				(43)	5 392
Instruments dérivés	0	24					24
Autres actifs courants bruts (hors créance d'impôt sur les sociétés)	20 700	3 804	0	0	0	(30)	24 474
Dépréciations des autres actifs courants	(232)			22			(210)
Autres actifs courants nets	20 468	3 804	0	22	0	(30)	24 264
Non courant	31/12/2017	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dépréciations non utilisées)	Reprises de l'exercice (dépréciations utilisées)	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2018
Actifs non financiers	38	(4)	0	0	0	0	34
Personnel	38	(4)					34
Actifs financiers valorisés au coût	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0						0
Autres actifs non courants bruts (hors créance d'impôt sur les sociétés)	38	(4)	0	0	0	0	34
Dépréciations des autres actifs non courants	0						0
Autres actifs non courants nets	38	(4)	0	0	0	0	34

NOTE 12 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2018			31/12/2017		
	Euros	Monnaies étrangères (contre-valeur euros)	Total	Euros	Monnaies étrangères (contre-valeur euros)	Total
Équivalents de trésorerie	1 882	1 511	3 393	33 803	2 292	36 095
Disponibilités	174 292	7 920	182 212	233 738	5 176	238 914
TOTAL	176 174	9 431	185 605	267 541	7 468	275 009

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués d'OPCVM monétaires euros ou de placements équivalents (certificats de dépôts, comptes à terme,...) qui répondent aux critères définis par IAS 7 (cf. note 2.7.3.2 du Document de référence 2017).

Les variations de juste valeur à la date de clôture ne sont pas significatives.

Il n'existe pas de placement donné en garantie à la clôture de la période, ni soumis à des restrictions.

Le montant de la trésorerie non disponible pour le groupe (exemple : contrôle des changes) est non significatif.

La réconciliation entre la trésorerie du bilan consolidé et la trésorerie nette du tableau des flux de trésorerie est la suivante :

		30/06/2018	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Bilan consolidé	185 605	275 009
Trésorerie passive * (incluse dans les emprunts et dettes financières courants)	Bilan consolidé	4 329	10 069
Trésorerie nette	Tableau de flux de trésorerie consolidés	181 276	264 940

* Concours bancaires courants essentiellement

La baisse de la trésorerie nette sur le premier semestre s'explique en partie par le rachat d'actions auto-détenues pour 59 257 K€.

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES

Le capital social au 30 juin 2018 est composé de 19 414 756 actions, entièrement libérées, de 1 euro chacune.

Il n'existe pas d'action de préférence.

BOIRON société mère n'est soumise à aucune contrainte externe, d'ordre réglementaire ou contractuel, au titre de son capital. La société intègre pour le suivi de ses capitaux propres les mêmes éléments que ceux qui sont intégrés dans les capitaux propres consolidés.

13.1. ACTIONS AUTO-DETENUES

Le capital est constitué de la façon suivante (en nombre d'actions) :

	30/06/2018	31/12/2017
Nombre d'actions total	19 414 756	19 414 756
Actions auto-détenues	(1 811 429)	(984 505)
Nombre d'actions hors actions auto-détenues	17 603 327	18 430 251

Les actions inscrites en compte nominatif depuis 3 ans ou plus bénéficient d'un droit de vote double aux assemblées générales.

Il n'existe pas de bon de souscription d'actions en circulation et la société n'a pas mis en place de plan de souscription d'actions ou d'achat pour les salariés ou d'instruments dilutifs.

Les actions auto-détenues sont valorisées au cours historique, leur valeur est directement imputée sur les capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2018, le portefeuille d'actions auto-détenues s'élève à 129 309 K€.

Les acquisitions réalisées au cours de l'exercice se montent à 65 055 K€, dont 59 079 K€ hors contrat de liquidité (cf. note 1). Les cessions de l'exercice se sont élevées à 6 340 K€ (en coût d'acquisition historique), la totalité via le contrat de liquidité.

La plus-value latente de ce portefeuille s'élève à 1 413 K€ (sur la base du cours moyen du mois de juin 2018). 9 383 actions sont détenues via le contrat de liquidité souscrit auprès de NATIXIS. Sur le premier semestre 2018, 831 309 actions ont été acquises en vue d'annulation.

13.2. DIVIDENDE PAR ACTION

Dividende par action en euro	
Dividende 2016 versé en 2017	1,60
Dividende 2017 versé en 2018	1,60

NOTE 14 : ENGAGEMENTS SOCIAUX NON COURANTS

14.1. DONNEES CHIFFREES DU GROUPE

	31/12/2017	Impact en résultat opérationnel	Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global		30/06/2018
				Ecarts actuariels ⁽¹⁾	Ecarts de conversion et reclassements	
Total Avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestation définie)	108 601	(841)	895	0	0	108 655
Total Autres engagements à long terme	8 445	(80)	0	0	0	8 365
TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX COMPTABILISES EN PASSIFS NON COURANTS	117 046	(921)	895	0	0	117 020

⁽¹⁾ Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2018 est de 1,7 %, identique à celui du 31 décembre 2017.

La variation des engagements sociaux sur le premier semestre 2017 était la suivante :

	31/12/2016	Impact en résultat opérationnel	Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global		30/06/2017
				Ecarts actuariels ⁽¹⁾	Ecarts de conversion et reclassements ⁽²⁾	
Total Avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestation définie)	113 451	(1 115)	780		0	113 116
Total Autres engagements à long terme	8 756	(9)	0	0	0	8 747
TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX COMPTABILISES EN PASSIFS NON COURANTS	122 207	(1 124)	780	0	0	121 863

⁽¹⁾ Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2017 est de 1,6 %, identique à celui du 31 décembre 2016.

14.2. AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI A PRESTATIONS DEFINIES DE BOIRON SOCIETE MERE

	31/12/2017	Impact en résultat opérationnel			Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global	30/06/2018
		Coûts des services rendus	Paiements	Changements de régime			
Valeur actualisée de l'obligation	59 004	1 177	(1 104)		487		59 564
Valeur du fonds externalisé	(29 884)		(396)		(245)		(30 525)
Provision IDR	29 120	1 177	(1 500)	0	242	0	29 039
Provision APR (valeur actualisée de l'obligation)	79 380	1 491	(2 011)		653	0	79 513

⁽¹⁾ Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2018 est de 1,7 %, identique à celui du 31 décembre 2017.

La variation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies de BOIRON société mère sur le premier semestre 2017 était la suivante :

	31/12/2016	Impact en résultat opérationnel			Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global	30/06/2017
		Coûts des services rendus	Paiements	Changements de régime			
Provision IDR BOIRON France	31 242	1 016	(1 500)	0	139	0	30 897
Provision APR BOIRON France	82 130	1 305	(1 939)	0	641	0	82 137

⁽¹⁾ Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2017 est de 1,6 %, identique à celui du 31 décembre 2016.

Les coûts des services rendus intégraient une reprise de 433 K€ au titre de la réorganisation des établissements en France.

NOTE 15 : PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31/12/2017	Augmentations	Diminutions (non utilisées)	Diminutions (utilisées)	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2018
Courant						
Provisions pour retours de marchandises	5 569	2 487		(2 523)	61	5 594
Provisions pour risques et litiges	1 945	427	(152)	(248)	(9)	1 963
Provisions pour réorganisations	567	21		(159)		429
Autres provisions pour autres charges	0					0
TOTAL PROVISIONS COURANTES	8 081	2 935	(152)	(2 930)	52	7 986
Non courant						
Provisions pour risques et litiges	256					256
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	256	0	0	0	0	256

La variation des provisions courantes et non courantes au 30 juin 2017 était la suivante :

	31/12/2016	Augmentations	Diminutions (non utilisées)	Diminutions (utilisées)	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2017
Courant						
Provisions pour retours de marchandises	5 965	2 408	(89)	(2 336)	(181)	5 767
Provisions pour risques et litiges	1 817	161	(118)	(124)	(132)	1 604
Provisions pour réorganisations	0	580				580
Autres provisions pour autres charges	30		(30)			0
TOTAL PROVISIONS COURANTES	7 812	3 149	(237)	(2 460)	(313)	7 951
Non courant						
Provisions pour risques et litiges	368	5		(11)	125	487
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	368	5	0	(11)	125	487

La provision de 580 K€ constatée sur le premier semestre 2017 concernait la réorganisation des établissements en France.

Les autres actifs et passifs éventuels sont décrits en note 23.

NOTE 16 : IMPOTS A PAYER ET AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

	30/06/2018		31/12/2017	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Etat - impôt sur les sociétés à payer (passifs non financiers)	1 661	0	2 141	0
Autres passifs hors impôt sur les sociétés à payer				
Passifs non financiers	68 026	1 582	79 830	1 616
Etat et collectivités publiques hors impôt sur les sociétés	6 969		9 466	
Personnel et organismes sociaux	60 702	1 582	69 049	1 616
Produits constatés d'avance	355		1 315	
Passifs financiers évalués au coût	14 679	0	14 661	0
Fournisseurs d'immobilisations	6 161		5 442	
Clients créditeurs	8 129		8 555	
Autres créditeurs	389		664	
Instruments dérivés	0	0	2	0
TOTAL	82 705	1 582	94 493	1 616

Les autres passifs non courants sont essentiellement constitués de la dette sur le TFR Italien.

Les produits constatés d'avance liés aux contrats clients sont non significatifs.

Le niveau des autres passifs courants et non courants au 30 juin 2018 est comparable à celui du 30 juin 2017 (86 336 K€).

NOTE 17 : INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES

Les actifs et passifs financiers du groupe n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2017 en ce qui concerne leur nature et leur échéance.

Comme au 31 décembre 2017, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur sont les valeurs mobilières de placement et les instruments dérivés (cf. notes 11 et 16), correspondant au niveau 2 de la hiérarchie définie par la norme IFRS 13 (cf. note 2.10 du Document de référence 2017). Le groupe n'a pas identifié d'ajustement au titre du risque de contrepartie (risque de non recouvrement d'un actif), ni du risque de crédit propre (risque de ne pas honorer un passif).

Il n'existe que des instruments dérivés de couverture du risque de change.

Au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018, les instruments dérivés de change en cours correspondent uniquement à des couvertures de juste valeur et non de flux de trésorerie. Ainsi, les variations de juste valeur des instruments dérivés ont été constatées en totalité en résultat net consolidé. Aucune variation n'a été constatée en 2017 et 2018 en autres éléments du résultat global.

Les encours d'options à terme et d'opérations à terme ainsi que la juste valeur de ces instruments sont non significatifs au 30 juin 2018.

La juste valeur des placements est donnée en note 12.

L'exposition du groupe aux risques de marché, de crédit et de liquidité n'a pas connu de changement majeur par rapport au 31 décembre 2017 (note 22 de l'annexe consolidée du Document de référence 2017).

Au 30 juin 2018, le montant des créances échues et non dépréciées s'élève à 7 826 K€ soit 10,0 % des créances clients (contre 8 903 K€ soit 8,4 % des créances clients au 31 décembre 2017). Les créances échues depuis moins d'un mois représentent 35 % de ce montant. Le solde est à échéance moins d'un an.

Il n'y a pas eu d'évolution majeure sur la structure de la balance âgée sur le premier semestre 2018.

Les risques identifiés dans des pays en difficulté économique (Tunisie notamment) n'ont pas connu d'évolution significative.

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, il n'existe pas d'accord de compensation ni d'accord significatif de rééchelonnement de créances à l'exception de la Tunisie : un échéancier d'un montant de 2 969 K€, dont le terme est à fin 2018, a été négocié avec la Pharmacie Centrale de Tunisie afin d'apurer une partie de l'encours échu qui s'élève à 3 987 K€ au 30 juin 2018.

Le montant des pertes sur créances irrécouvrables, net des dotations et reprises de dépréciations sur créances douteuses s'élève à - 509 K€, soit 0,18 % du chiffre d'affaires, contre - 135 K€ en 2017 (0,05 % du chiffre d'affaires).

Le groupe BOIRON n'a pas eu à constater de défaillance significative sur le premier semestre 2018, comme en 2017.

NOTE 18 : REVENUS DE L'ACTIVITE

	2018 (6 mois)	%	2017 (6 mois)	%
Médicaments homéopathiques à nom commun	146 572	52,2	155 583	54,7
Spécialités de médication familiale	133 297	47,5	128 359	45,1
Autres ⁽¹⁾	661	0,3	726	0,2
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	280 530	100,0	284 668	100,0
Autres produits de l'activité (redevances)	2		0	

⁽¹⁾ La rubrique « Autres » du chiffre d'affaires intègre les ventes de livres ainsi que les facturations de services (enseignement).

Les règles de comptabilisation du chiffre d'affaires sont identiques selon les différentes lignes de produits (cf. note 2.11.1 du Document de référence 2017).

Les lignes de produits présentées dans cette ventilation du chiffre d'affaires ne constituent pas des secteurs opérationnels.

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est donnée dans la note 6 sur l'information sectorielle.

L'analyse de la norme IFRS 15 n'a pas conduit à identifier d'autres axes de ventilation des revenus considérés comme pertinents.

NOTE 19 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2018 (6 mois)	2017 (6 mois)
Résultat sur cessions d'éléments d'actifs ⁽¹⁾	6 177	3 291
Crédit d'impôt compétitivité et emploi	1 554	1 928
Autres crédits d'impôts (dont crédit d'impôt recherche)	622	601
Variations nettes des provisions		(3)
Résultat sur instruments dérivés (relatif aux couvertures commerciales)	(117)	(24)
Résultat de change sur opérations commerciales	217	(378)
Autres	89	227
TOTAL	8 542	5 642
<i>Dont autres produits opérationnels</i>	<i>8 677</i>	<i>6 154</i>
<i>Dont autres charges opérationnelles</i>	<i>(135)</i>	<i>(512)</i>

⁽¹⁾ En 2018 : plus-value sur la vente de l'établissement de Levallois-Perret pour 6 207 K€ (cf. note 1).
En 2017 : plus-value sur la vente de l'établissement de Lyon 8^{ème} pour 3 293 K€.

NOTE 20 : IMPÔTS SUR LES RESULTATS

	2018 (6 mois)	2017 (6 mois)
Impôts exigibles	(13 466)	(17 296)
Impôts différés	742	1 947
TOTAL	(12 724)	(15 349)
Taux effectif	37,1%	38,2%

La différence entre la charge d'impôt comptabilisée et l'impôt qui serait constaté au taux nominal s'analyse comme suit :

	2018 (6 mois)	%	2017 (6 mois)	%
Impôt théorique	(11 816)	34,4	(13 838)	34,4
Effet des taux d'imposition des filiales	(866)	2,5	(1 374)	3,4
Effet des différents taux d'imposition en France	33	(0,1)	2	0,0
Différences permanentes	(886)	2,6	1 449	-3,6
Perte ou bénéfice fiscal sans constatation d'IS	(795)	2,3	(684)	1,7
Crédits d'impôt, régularisation impôts et autres	1 606	(4,7)	(904)	2,2
Impôt réel	(12 724)	37,1	(15 349)	38,2

L'impôt théorique du groupe est calculé sur la base du taux applicable en France en 2018.

L'impôt 2018 intègre le produit d'impôt reçu par BOIRON société mère sur la taxe de 3 % sur les dividendes versés en 2013 et 2014 pour 1 480 K€ (cf. note 1).

NOTE 21 : RESULTAT PAR ACTION (HORS ACTIONS AUTO-DETENUES)

	2018 (6 mois)	2017 (6 mois)
Résultat net (en K€)	21 605	24 873
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	18 051 554	18 430 601
RESULTAT PAR ACTION (en €)	1,20	1,35

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat moyen par action est égal au résultat moyen dilué par action.

NOTE 22 : ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le groupe BOIRON n'a pas d'engagement hors bilan lié aux acquisitions et cessions de filiales (engagements de rachat d'actions...).

Les engagements hors bilan liés aux acquisitions d'actifs concernent l'acquisition des marques et brevets de la société ALKANTIS. Le prix de cette acquisition en 2017, financée sur fonds propres, était de 2 495 K€. Un complément de prix est prévu au contrat :

- en 2023, si le chiffre d'affaires net de l'exercice réalisé sur ce produit en 2022 excède 10 millions d'euros, le complément de prix sera égal à 10 % du chiffre d'affaires net de l'exercice 2022 au-delà de 10 millions d'euros. Ce montant sera plafonné à 2 millions d'euros ;
- en 2028, si le chiffre d'affaires net de l'exercice réalisé sur ce produit en 2027 excède 20 millions d'euros, le complément de prix sera égal à 10 % du chiffre d'affaires net de l'exercice 2027 au-delà de 20 millions d'euros. Ce montant sera plafonné à 4 millions d'euros.

Aucun montant n'a été comptabilisé au titre de ce complément de prix car les conditions de comptabilisation ne sont pas remplies à la clôture.

Les engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du groupe n'ont pas connu de variation significative sur le premier semestre 2018.

Le montant des engagements à payer au 30 juin 2018 au titre des contrats de location simple est de 20 503 K€, il était de 23 154 K€ au 31 décembre 2017.

Les charges de location se sont élevées à 4 350 K€ sur le premier semestre 2018 et 4 602 K€ sur 2017.

Les contrats de location du groupe portent principalement sur :

- Des locations de véhicules (environ 50 %) dont la durée moyenne des contrats est de 3 ans.
- Des locations immobilières (environ 30 %) : établissements de préparation et distribution en France et sièges sociaux de filiales en Russie et en Italie essentiellement. Les contrats ont une durée de 5 à 9 ans.

L'analyse en cours des contrats n'a pas conduit à identifier de caractéristiques particulières (telles que des loyers variables, des indemnités dues par le bailleur en fin de bail,...).

NOTE 23 : ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

23.1. LITIGE AUX ÉTATS-UNIS

Aux Etats-Unis, la dernière procédure de « class action » à l'encontre du médicament Oscilloccinum® a été rejetée à l'unanimité par le jury du tribunal de Los Angeles en Californie. En conséquence, le juge a rejeté l'ensemble des demandes du plaignant par décision du 3 janvier 2017. Le 20 octobre 2017, le plaignant a interjeté appel contre cette décision. La Cour d'appel devrait rendre sa décision d'ici la fin de l'année 2018.

Aucun montant n'a été provisionné au 30 juin 2018 au titre de ce litige.

23.2. LITIGES AU CANADA

BOIRON Canada a fait l'objet de deux plaintes de consommateurs, le 16 mars 2012 en Ontario et le 13 avril 2012 au Québec, visant à l'ouverture d'actions de groupe (« class actions »).

Au Québec, la Cour Supérieure de Montréal a rejeté la demande par jugement en date du 19 janvier 2015. La Cour d'appel du Québec a infirmé ce jugement le 26 octobre 2016 et a autorisé l'ouverture de la procédure de « class action ». Notre filiale canadienne a interjeté un recours contre la décision de la Cour d'appel devant la Cour suprême du Canada.

La Cour suprême a rejeté ce recours en mai 2017. Cette procédure se poursuit au fond devant la Cour supérieure du Québec.

En Ontario, la procédure n'a pas évolué depuis le dépôt de plainte.

Aucun montant n'a été provisionné au 30 juin 2018 au titre de ces litiges.

23.3. LITIGE COMMERCIAL

Fin 2014, notre filiale belge UNDA a procédé à une révision de ses tarifs qui a été refusée par son distributeur en Italie, Ce.M.O.N.

Dans l'attente de trouver un accord, les livraisons à Ce.M.O.N. ont été suspendues. Ce.M.O.N. a, dans un premier temps, décidé de suspendre le règlement de ses factures, avant de résilier unilatéralement les contrats de distribution et de licence de fabrication qui le liaient à UNDA.

Face à l'impossibilité de trouver un accord amiable, UNDA a initié une procédure d'arbitrage devant la Cour Internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce et d'Industrie à Paris conformément aux dispositions contractuelles.

Par décision partielle du 14 décembre 2016, le tribunal arbitral a ordonné à Ce.M.O.N. de transférer à UNDA, au plus tard le 31 décembre 2016, la titularité des autorisations de mise sur le marché se rapportant aux produits UNDA qui étaient distribués en Italie par Ce.M.O.N.

Les audiences et plaidoiries devant le tribunal arbitral se sont déroulées durant la semaine du 11 juin 2018. Le tribunal arbitral devrait rendre sa sentence avant la fin de l'année 2018.

En 2015, les créances et les stocks de produits destinés à Ce.M.O.N. ont été dépréciés respectivement à hauteur de 1 596 K€ et 787 K€.

23.4. REORGANISATION DES ETABLISSEMENTS EN FRANCE

Le 15 novembre 2016, un projet de nouvelle organisation des établissements en France a été annoncé aux salariés. Une réunion d'information-consultation du Comité Central d'Entreprise s'est tenue le 14 décembre 2016 pour en préciser le contenu :

- d'une part, le regroupement d'établissements proches dans un seul établissement, existant ou à construire ;
- d'autre part, le transfert de l'activité de préparation de certains établissements au sein d'autres établissements.

78 salariés se verraient proposer soit le même emploi dans un autre établissement, soit un reclassement sur leur site actuel. 38 salariés dont les postes seraient supprimés feraient également l'objet d'une proposition de reclassement interne.

En 2017, le déploiement de cette nouvelle organisation est entré dans sa phase de mise en œuvre.

La première étape, consistant en cinq transferts de services préparatoires vers d'autres établissements et un transfert d'établissement a été finalisée en janvier 2018.

La deuxième étape, qui vise le regroupement d'établissements sur trois nouvelles implantations et le transfert de deux services préparatoires, sera menée sur 2018 et 2019.

L'application des principes définis en note 2.9.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017 n'a pas conduit à constater de provision, au 30 juin 2018, au titre de la seconde étape.

23.5. CONTROLE FISCAL EN FRANCE

BOIRON société mère fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2015 et 2016. Les procédures de contrôles sont en cours. L'analyse du risque menée par BOIRON n'a pas conduit à constater de provision.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

NOTE 24 :PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu de modification substantielle des conditions de rémunération des dirigeants par rapport à l'exercice 2017 (cf. note 34.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017).

NOTE 25 :EVENEMENTS POST CLOTURE

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, le Conseil d'Administration du 5 septembre 2018 a décidé de réaffecter à l'objectif d'annulation les actions acquises en vue de financer des opérations de croissance externe. Le Conseil a également décidé d'annuler, sous la condition suspensive de l'obtention d'une dérogation à déposer une offre publique, l'ensemble des actions auto-détenues à la date du 5 septembre 2018, soit 1 849 196 actions, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2017.

Il n'a pas été identifié d'autre élément post-clôture pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers du groupe.

MAZARS

Le Premium
131, boulevard de Stalingrad
69624 Villeurbanne Cedex

DELOITTE & ASSOCIES

Immeuble Higashi
106 cours Charlemagne
69002 LYON

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société BOIRON, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 « Nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS » qui indique l'absence d'impacts liés à la première application des normes IFRS 15 « Contrats avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeurbanne et Lyon, le 5 septembre 2018

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

Nicolas DUSSON

DELOITTE & ASSOCIES

Vanessa NICOUD GIRARDET

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Messimy
Le 5 septembre 2018

Christian Boiron
Directeur Général